

## Enquête (7)

# Sociogenèse du Front de gauche

## Faire vivre le Front de gauche « en bas »

*Les Alternatifs sont chronologiquement les derniers à être entrés au Front de gauche. Pouvez-vous préciser un peu l'histoire de ce parti et sa place actuelle dans le champ politique ?*

JEAN-JACQUES BOISLAROUSSIE,  
porte-parole des Alternatifs

Propos recueillis par Louis Weber

C'est une histoire longue, qui renvoie aux mutations de la gauche de gauche depuis quelques décennies. Les Alternatifs ont pour lointain prédécesseur un petit groupe qui a connu des temps forts mais traversé aussi des déserts, qu'on peut identifier, même si la réalité est un peu plus complexe, à l'autogestion. Ce groupe vient du PSU, lui-même issu en 1960 d'une rupture avec la social-démocratie pour des raisons conjoncturelles : la guerre d'Algérie et la fin de la SFIO et du mythe de la troisième force qu'elle a incarné. Cela s'est traduit concrètement par l'adhésion à la France coloniale et la soumission à de Gaulle quand il est revenu au pouvoir en 1958.

D'autres facteurs ont joué aussi, probablement plus durables et plus fondateurs. Le PSU a accueilli à sa création une gauche marxiste qui a longtemps nagé à contre-courant au sein du Parti communiste ou des organisations trotskistes. Mais aussi une composante qui peut apparaître un peu anachronique aujourd'hui et qui a pourtant joué un rôle important dans la mobilisation de

la classe ouvrière en France, c'est la composante chrétienne de gauche regroupée dans l'Union de la gauche socialiste (UGS). Ces militants se sont radicalisés au sein de l'Action catholique ouvrière, de la Jeunesse ouvrière chrétienne ou des organisations paysannes. Ils ne se sentaient pas à l'aise entre la SFIO et le PCF, même si tout, et notamment l'anti-colonialisme, les rapproche de ce dernier (et les éloigne de la droite et de la social-démocratie). Mais ils ne sont pas d'accord avec la conception du parti-guide, alors dominante au sein du PCF, proche des partis-États d'Europe de l'Est. Ce courant va marquer profondément le PSU. Il est en quête de pratiques politiques évitant l'embourbement parlementaire aussi bien que l'avant-gardisme et le « substitutisme<sup>1</sup> ». Au début des années 1960, ce

1. Pour reprendre ce qu'écrivait Trotsky en 1904 dans *Nos tâches politiques*, en réponse au *Que faire ?* de Lénine : il y a substitutisme si « nous avons un parti qui pense pour le prolétariat, qui se substitue politiquement à lui [au lieu d'un] parti qui l'éduque politiquement et le mobilise, pour

groupe se préoccupe aussi beaucoup de la question de la démocratie. Le PSU regroupe donc des sociaux-démocrates de gauche, des chrétiens « radicalisés » et des intellectuels venus d'horizons divers, trotskistes (Pierre Naville et Jean-Marie Vincent), communistes (Jean Poperen), etc. Le nouveau parti va chercher un cadre théorique qui ne se limite pas à rabâcher les trahisons de la social-démocratie ou la critique de la verticalité et du caractère autoritaire du PCF.

*Comment la revendication de l'autogestion est-elle devenue dominante au PSU ?*

La revendication de l'autogestion émerge dans ce contexte, à partir de deux sources. D'abord le refus du travail en miettes alors que le taylorisme est en plein essor et dépossède le travailleur à la chaîne, généralement peu qualifié, de la maîtrise de son travail. Le jeune PSU met cette division du travail en cause et se réapproprie le concept d'autogestion tel qu'il avait pu être développé par les libertaires ou Rosa Luxemburg. La deuxième inspiration vient des travaux de Serge Mallet<sup>2</sup> autour des nouvelles connaissances techniques, de la place des connaissances dans le travail dans un contexte où le niveau général d'éducation de la population commence à s'élever, ce qui était à l'origine de contradictions dans un secteur en pleine expansion avec un patronat se voulant tout-puissant.

S'ajoute à cela une dimension plus politique avec la volonté de sortir du choix impossible entre la voie parlementaire et les compromissions au quotidien d'une

SFIO finissante d'un côté, les modèles étatiques autoritaires de l'Est de l'autre.

La construction autour de l'idée d'autogestion s'amorce avant la crise de 1968. En 68, elle se traduit par des mots d'ordre encore flous autour du « pouvoir populaire ». On peut voir ainsi une belle affiche du PSU avec le mot d'ordre : « Pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir au peuple ». Ce qui présente l'avantage bien commode de contourner la question de la rupture avec l'État et avec le système en théorisant le pouvoir à la base.

Dans les années 1970, cette théorisation semble trouver un terrain d'expérimentation à travers des pratiques qui se développent avec les occupations d'entreprises, etc. Il y a donc au PSU une forme d'empirisme, qui se traduit par une plus grande souplesse et parfois une meilleure compréhension du réel, à mille lieux des théorisations trotskistes faisant de façon dogmatique de Mai 68 une sorte de répétition générale, comparable à la révolution de 1905 en Russie<sup>3</sup>.

Parmi les idées qui émergent alors, sans cependant se concrétiser du fait du reflux qui suivra, il y a celle selon laquelle le parti devrait construire sa réflexion à partir des collectifs ouvriers et paysans. Elle traduisait certes une vision un peu idéalisée de la classe mais aussi la conviction que l'on n'apporte pas la conscience de l'extérieur. D'où une série de réflexions qui attirent un grand nombre de militants et de militantes, venus plutôt des combats sociaux en cours que des milieux étudiants.

Lip sera l'occasion d'une mise en œuvre de cette orientation, dans une

qu'il exerce une pression rationnelle sur la volonté de tous les groupes et partis politiques ».

2. Journaliste, il a écrit notamment *La nouvelle classe ouvrière*, paru au Seuil en 1963.

3. Voir par exemple : Daniel Bensaïd, Henri Weber, *Mai 1968 : une répétition générale ?*, Maspero, 1968.

lutte qui combine un travail de longue durée d'une équipe syndicale CFTC puis CFDT, avec un travail de décryptage du fonctionnement d'une entreprise, des rapports de pouvoir en son sein<sup>4</sup>. Elle publiait un bulletin régulier qui n'était pas seulement l'expression des revendications mais un travail d'analyse de ce qui se jouait.

Ce sera pourtant un peu le chant du cygne pour le PSU. Il cesse d'être un acteur d'une certaine importance avec le reflux de 1973-1974 et le départ d'un certain nombre de *leaders* vers le Parti socialiste. Il faut dire qu'il avait toujours été un parti-objet plus qu'un parti-sujet, je veux dire un parti capable de gonfler dans une période de radicalisation, de contribuer à la politisation mais en même temps fragilisé par cette osmose avec les rythmes de la mobilisation. Quand celle-ci décroît, les pragmatiques reprennent le dessus et, pour finir, partent au PS.

### *Quel est historiquement le rapport des Alternatifs avec l'écologie ?*

Le PSU a survécu sous des formes assez résiduelles jusqu'à sa disparition après la campagne Juquin à laquelle il a participé en 1988. Il restait quelques centaines de militants, de moins en moins nombreux au rythme des départs vers le PS. Certains d'entre eux se retrouvaient dans le courant écolo. Le PSU avait eu l'intuition précoce, sans la théoriser beaucoup, que la question des droits sociaux pouvait être de moins en moins déconnectée

de celle du modèle de développement. Le courant vert se saisira d'une partie de ces aspirations tout en s'autolimitant à partir du moment où il théorise le paradigme écolo. Ce paradigme était censé prendre le relais du paradigme social-démocrate. Chez une partie des cadres des Verts venus de l'extrême gauche, on bascule ainsi de la centralité ouvrière vers la centralité écolo, fondée sur le modèle de développement et non plus sur l'antagonisme capital-travail. Au moment où les Verts entrent dans le jeu politique et s'institutionnalisent au prix d'une érosion de leur radicalité, des militants en général jeunes mais très actifs refusent cette évolution. Ils rejoignent des « historiques du PSU », qui refusent aussi bien l'institutionnalisation acceptée par les Verts que l'idée que le paradigme écolo pourrait constituer une réponse à la complexité d'un projet de transformation sociale.

L'Arev (Alternative rouge et verte) se crée en 1989 après la campagne Juquin, avec les débris du PSU et des militants des comités Juquin (dont certains quittaient la LCR). Nous avons vu arriver aussi des écolos jeunes et de tendance plutôt libertaire, avec le groupe Chiche ! par exemple<sup>5</sup>. La confrontation générationnelle et culturelle que l'arrivée de cette nouvelle composante a provoquée a été féconde ! Les Alternatifs prennent la succession de l'Arev près de dix ans plus tard.

### *Comment vous êtes-vous situés par rapport aux divers collectifs et*

4. La lutte des Lip a commencé au début des années 1970 pour durer jusqu'en 1976. Elle a notamment été marquée par une grande marche en septembre 1973 réunissant plus de 100 000 personnes à Besançon. Pendant un temps, l'usine a été totalement autogérée, de la production à la vente des montres.

5. "Chiche !" est créé les 11 et 12 mai 1996 à Sens par la fusion des jeunes des Verts (Écolo-J), de Convergences écologie solidarité (CES), de la Convention pour une alternative progressiste (CAP) et de l'Alternative rouge et verte (AREV), dans le but d'être le mouvement de jeunesse commun de ces mouvements. (Source Wikipedia).

*regroupements qui se sont constitués au cours de cette période ?*

Nous avons surtout travaillé de façon empirique, sans produire de réflexion globale aboutie comme ont pu le faire par exemple les groupes d'origine marxiste. Nous avons été certainement influencés par l'idée de « révolution longue », de « guerre de position » comme on peut la trouver chez Gramsci. Mais cette élaboration était aussi pour nous une façon de contourner la question de la rupture, une fois de plus, faute de réponse plus concrète. On faisait de nécessité vertu, en un sens.

Dès la création de l'Arev, nous avons surtout été actifs dans les mouvements « périphériques » par rapport aux grands partis et syndicats. Une des raisons en est que nous n'avons jamais été suffisamment nombreux – autour de 600 ou 700, avec quelques sympathisants – pour peser, par exemple, dans le mouvement syndical. Une autre est la concurrence avec des courants, les trotskistes par exemple, implantés de longue date dans ces mouvements. Même aujourd'hui, les courants issus de la LCR gardent des relais syndicaux qui sont sans commune mesure avec ceux des Alternatifs.

Mais il y a aussi des raisons plus positives à notre présence dans les luttes « nouvelles », c'est-à-dire celles qui ne se situent pas au cœur du conflit salarial. Les Alternatifs sont par exemple très actifs dans le mouvement altermondialiste. On peut même dire que, dans les forums sociaux mondiaux, ils sont avec le parti communiste le seul parti à la gauche du parti socialiste réellement investi. Nous avons aussi fortement contribué à l'émergence d'association comme AC ! et d'autres, qui reflètent d'ailleurs la vivacité mais aussi la fragilité

de ces « périphéries ». AC ! est toujours près du seuil de survie.

Notre autre domaine d'investissement est l'autogestion. Nous avons contribué à la création de l'association Autogestion, qui est une forme de vitrine d'expériences, autant qu'un lieu de réflexion théorique. Dans le même ordre d'idées, on peut citer la foire à l'autogestion, certes largement en dehors du champ de vision de la gauche radicale d'inspiration marxiste. Elle a lieu cette année à Montreuil les 28 et 29 juin et c'est une initiative tout à fait intéressante.

Notre construction s'est donc faite sur un triptyque : l'altermondialisme, les luttes « périphériques », la « révolution longue » à travers des pratiques alternatives. Celles-ci sont une illustration de ce que proclamait Chiche ! : « un exemple vaut mieux que cent discours ». C'est un peu ce qui se joue avec Fralib en ce moment. Leur victoire vaudrait plus que cent discours sur les capacités des travailleurs et des travailleuses à s'approprier leur outil, à inventer des formes de production écologiques. Si on avait un certain nombre d'exemples de ce type, on ferait un grand pas dans le sens de la crédibilité de certaines de nos propositions théoriques.

*Comment abordez-vous la question des élections ?*

Les Alternatifs sont donc le résultat d'un équilibre parfois compliqué entre les trois ingrédients que je viens de citer. Mais nous nous distinguons de courants comme les Libertaires ou les Décroissants, en cherchant aussi à investir la sphère électoralo-institutionnelle. Cela vaut d'abord pour les institutions locales : les Alternatifs ont essayé d'y garder un pied avec les compromis

que cela suppose, en présentant des candidats aux élections municipales. Par exemple à Nantes, où nous avons eu de longue date des élus d'union de la gauche dans la municipalité Ayrault, à Besançon et dans d'autres villes. Ce pragmatisme a un peu disparu avec la création du Front de gauche et d'Ensemble au profit de l'affirmation d'un camp séparé du PS au premier tour dans toutes les élections.

*Pourquoi avoir franchi le pas de l'adhésion à ce Front, après d'ailleurs une certaine hésitation ?*

Prendre la décision a pris un certain temps, pour de bonnes mais aussi de mauvaises raisons. Parmi ces dernières, il faut tenir compte du fait que notre courant a une histoire longue, même s'il ne peut rivaliser sur ce plan avec le trotskisme, presque centenaire. S'ajoute à cela le fait que nous nous sommes construits à contre-courant et à la périphérie des grands courants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier. Avec des caractéristiques propres : être plus dans la solidarité avec les luttes que directement impliqués, plus dans l'expérimentation que dans la grève de masse ou la manifestation de rue, plus dans la réflexion critique que dans la confrontation au réel et aux compromis que cela implique. Tout cela a conduit à des attitudes non pas sectaires mais identitaires, une identité forte à laquelle il peut être difficile de renoncer. Un sentiment d'altérité qui n'a pourtant pas conduit à l'isolationnisme. Chez les Alternatifs, la vision ordinaire des gros bataillons du mouvement ouvrier est qu'ils sont productivistes et institutionnels.

*Comment avez-vous été sollicités ?*

En fait, nous avons été tiraillés entre l'appel du NPA et celui du Front de gauche au moment où l'un et l'autre se sont constitués. Pour les élections européennes de 2009, le Front de gauche nous a proposé une tête de liste dans l'Est et le NPA dans l'Ouest, soit deux terres de mission et deux « positions désespérées ». Nous étions évidemment divisés. Nous avons comme l'âne de Buridan choisi de ne pas choisir. En filigrane, il faut y voir la tension entre une forme de pragmatisme qui aurait dû nous conduire à nous allier à l'une des deux forces identifiables alors à gauche de la gauche et la tentation de trouver les raisins trop verts.

Dans la suite, deux éléments ont conduit à reposer la question. D'abord, nous sommes conscients des urgences. Nous nous sommes depuis depuis longtemps ralliés à la nécessité d'un pôle de radicalité. Comme beaucoup d'autres à la gauche du PS. Pour faire pièce à l'hégémonie de celui-ci, il faut en finir avec l'émiettement. Le rassemblement est donc une des conditions pour travailler un projet et s'inscrire dans le réel.

En même temps, nous avons été vite confrontés à une situation nouvelle. La bipolarité Front de gauche/NPA n'a pas résisté à la vie et le Front de gauche a pris le dessus. Ce qui a eu des conséquences au sein du NPA, avec plusieurs vagues de départs. Dans un premier temps, nous avons décidé de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon en 2012 sans entrer pour autant dans le Front de gauche. C'est le principe de réalité : quelque chose se passe, un rassemblement se produit, ce n'est pas tout à fait sur nos positions mais nous y allons. En clair, nous avons soutenu Mélenchon tout en distribuant nos propres tracts, parfois en décalage avec ce que disait le candidat.

Pour la petite histoire : les Alternatifs ont été le premier parti politique à rencontrer le Parti de gauche en cours de constitution. C'était au Sénat. On nous a dit : « Nous sommes en train de construire une nouvelle force politique. Vous êtes les plus proches de nous. Vous y avez toute votre place. » Nous avons refusé. C'était bien avant l'arrivée de Martine Billard. Jean-Luc Mélenchon était déjà à la recherche d'alliés pour construire un contre-poids au Parti communiste. Il entretenait donc des relations privilégiées avec nous, avec deux hypothèses : faire de nous un allié en nous faisant entrer dans le Front de gauche pour équilibrer le bloc PCF/Gauche unitaire. Ou plus, si affinités. C'est ainsi qu'a été gérée l'entrée d'un petit groupe écolo avec Martine Billard et tentée celle de la GA, cette fois sans succès.

J'ai assisté à l'université d'été du NPA en été 2012, au moment où la GA s'est constituée sans encore être au Front de gauche. J'étais avec quelques camarades des Alternatifs, en général plus « gauchistes » que moi. Quand nous avons discuté avec les militants de la GA, j'ai pu voir que, partant d'un jugement assez flamboyant sur Mélenchon – national républicain –, ils se disaient très proches du PG. En même temps, il y avait de la résignation. Mais comme il s'agit de militants révolutionnaires, ils ont tendance à transformer la résignation en enthousiasme. « On va rentrer dans le Front de gauche, on va en faire un front enraciné dans le peuple, etc. »

Le deuxième facteur qui nous fait basculer, c'est l'émergence d'une dynamique de construction d'un pôle de résistance à gauche du PS. Dans notre idée de la recomposition, la GA était une pièce importante, avec la FASE. Celle-ci avait franchi le pas très tôt, non sans dégâts

internes mais sa structure très lâche lui permet en cas de conflit de fonctionner comme un édredon. Dès lors que la GA y allait aussi, l'adhésion au Front de gauche devenait le ticket d'entrée dans l'espace de la gauche alternative que nous espérions depuis toujours.

Notre congrès de la fin 2012 s'est pourtant divisé sur la question. La décision a été prise à seulement 56/57 % des mandats. Nous y avons laissé des plumes. Le plus dommageable a été le départ de la composante jeune et plutôt libertaire parfois issue de Chiche ! On peut le comprendre car des militants plus jeunes peuvent plus facilement accepter l'idée que pour construire un processus qui convienne, on est prêts à traverser le désert. Mais les gens de ma génération traversent le désert depuis trente-cinq ans. Un deuxième groupe était opposé à l'entrée mais est resté. Enfin, une courte majorité a décidé d'accélérer le processus en s'engageant en même temps dans la construction d'Ensemble. La participation à Ensemble a été validée à 60 % avant la réunion constitutive de novembre 2013 à Saint-Denis<sup>6</sup>.

Nous percevons aujourd'hui les dégâts collatéraux. Dans les assemblées nationales d'Ensemble, nos adhérents sont à peu près 20 % du total des participants. Ce qui est très en dessous de ce à quoi on pourrait s'attendre au vu des effectifs des composantes. Même si on tient compte du fait que nos adhérents sont souvent plus âgés et moins militants que ceux de la Gauche anticapitaliste (GA) par exemple, et se déplacent donc plus difficilement à Paris, il y a du manque à gagner ! Je crois plutôt qu'entre ceux qui

6. Voir Louis Weber, « Front de gauche : le temps des turbulences », *Savoir/agir*, n° 26, décembre 2013.

sont partis et ceux qui traînent des pieds, une moitié seulement de nos adhérents se retrouve dans Ensemble.

Pour 2014, nous continuons à faire fonctionner notre parti mais *a minima* (sortie du bulletin Rouge et Vert, par exemple). Nous organisons quelques journées de réflexion, avec une coordination souple. En somme, comme un courant organisé dans Ensemble. En principe, un congrès en décembre 2014 devrait se prononcer sur la suite, conformément à ce qui a été convenu au moment de la fondation d'Ensemble.

Outre le souci de construire un pôle de résistance crédible face à la déferlante libérale, d'autres éléments sont entrés en jeu dans notre basculement. Pour participer à la construction du troisième pilier à laquelle s'étaient attelés nos partenaires privilégiés, il fallait être dans le Front de gauche.

*Cette notion de troisième pilier ou troisième pôle fait-elle aujourd'hui l'accord ? Comment voyez-vous le fonctionnement du Front de gauche dans ces conditions ?*

Nous allons, c'est sûr, vers une composante unifiée et à part entière du Front de gauche. Il faut voir que celui-ci est devenu une marque, un label. Ce n'est pas tout à fait la même chose qu'un cartel. Une marque, c'est quelque chose qui, à chaque scrutin, donne sens à un espace électoral qui ne soit pas trop émietté à la gauche du PS. C'est en même temps, c'est vrai, un cartel qui assez rituellement, deux fois par an, organise une manifestation nationale.

Mais il y a plusieurs fragilités dans ce type de structures assez lâches. La première, c'est celle que l'on peut constater avec des mouvements qui se voulaient des émanations de la base et d'une nouvelle

radicalité, comme les Indignés. Il leur est difficile de vivre en dehors des moments de grève et de mobilisation sociale forte, de compter sur des cadres politiques et sociaux pérennes. Le Front de gauche n'a pas trouvé de solution à ce problème, les Indignés non plus d'ailleurs, surtout en France où l'offre politique reste importante. Le mouvement syndical français est, par exemple, plus de nature politico-sociale que dans d'autres pays européens. Ce qui peut créer une forme de concurrence. Les élaborations de la FSU, de Solidaires ou de la CGT vont très au delà de la défense des revendications et s'ouvrent sur toutes les dimensions d'un projet de société. L'égalité femmes-hommes, le racisme, les questions économiques cruciales, les questions internationales sont autant d'exemples de cela. Ces espaces existent indépendamment du champ politique classique où on fait de la politique.

Le deuxième élément, c'est que la tradition délégataire est forte en France. Parfois pour le pire, avec par exemple la très grande difficulté de faire vivre des sections syndicales actives en période de calme. Pour le meilleur, parce que des outils relativement radicaux existent dans beaucoup de champs. Le mouvement des chômeurs, les syndicats, des partis politiques : par rapport à d'autres pays européens, l'offre est sans commune mesure. On est dans une vraie contradiction, pointée par les communistes unitaires, car la logique délégataire a tendance à creuser la coupure entre le champ social et le champ politique. Le Front de gauche a bénéficié d'abord par l'impulsion donnée par la politique du spectacle à travers la campagne présidentielle – le fait de disposer d'un porte-voix de talent, de pouvoir rassembler des foules importantes dans les meetings, de

redonner envie de militer à beaucoup de gens. Cela a constitué un moment d'appropriation populaire de la politique cependant contradictoirement corseté par le poids du dirigeant et le temps électoral.

Comme il n'y avait pas 577 Mélenchon pour se présenter aux législatives et que la réalité du rapport de forces entre organisations politiques a repris le dessus sans que soient construits à la base des cadres unitaires suffisamment larges pour peser à défaut de les bloquer sur les contradictions entre les organisations politiques dominantes (PCF et PG), on est retourné au réel et aux calculs. Sans les approuver, on peut comprendre que les militants du PCF aient toujours l'impression de céder la place au nom de la diversité. Pour les élections européennes, il peut par exemple paraître incompréhensible que les communistes n'aient pas eu la tête de liste dans la région Centre, vu leur position de force dans plusieurs des départements concernés. Je ne crois pas non plus qu'il est juste de dire que le PC défend des intérêts bureaucratiques par essence en quelque sorte, alors que cette préoccupation serait absente au PG. D'ailleurs, Ensemble défend aussi fort légitimement ses intérêts au sein du Front de gauche, même s'il le fait au nom de la diversité !

Le problème est qu'il n'existe pas le moindre contrepoids pour libérer la parole des militants des organisations du Front de gauche et permettre à une couche pour l'instant assez étroite de se retrouver dans l'élaboration. Je ne crois guère à des assemblées citoyennes pérennes qui rassembleraient durablement un grand nombre de personnes. Je pense en revanche qu'il existe une sphère qui dépasse sensiblement les forces organisées du Front de gauche. Elle est faite

de personnes qui ont envie de faire de la politique sans pour autant vouloir s'engager dans une des composantes. Je suis certes assez réticent devant les théorisations au sein d'Ensemble sur ces citoyens qui vont changer la donne. Je crois cependant à ces espaces politiques non partidaires, qui permettent de dépasser, dans des proportions que je suis incapable d'estimer et qui varient selon les moments et les lieux, le cercle des militants encartés.

*Le conseil national, rassemblant encartés et non encartés, ne constituait-il pas une innovation politique majeure, qui est malheureusement en train d'échouer ?*

Certes, mais il y avait deux difficultés. D'abord, dans ce type de structure, le poids des militants encartés est déterminant, au-delà de la parité arithmétique qui n'a d'ailleurs pas été atteinte. Cette innovation présupposait aussi que les non encartés aient envie de s'inscrire dans une activité politique dans la durée. Même dans les partis constitués, on constate qu'une partie des membres ne participe pas aux activités. Par ailleurs, il y avait quelque chose d'artificiel dans ces réunions à partir du moment où les décisions au sein du Front de gauche se prennent au cours des réunions de coordination entre les composantes qui se tiennent tous les lundis. Et là, ce sont les représentants des organisations qui sont là ! Pour que cela marche, il aurait fallu que ceux-ci acceptent une forme d'auto-limitation consistant à écouter et surtout à entendre d'abord. Ce n'a pas été vraiment le cas jusqu'ici.

De façon générale, il faudrait arriver à faire des assemblées citoyennes autre chose que des structures qui, telles des éponges, gonflent au rythme des mobili-

sations pour se rétracter ensuite. La vraie invention serait de trouver les moyens de les faire vivre, élaborer et construire entre les moments forts. Personnellement, j'ai eu l'occasion de participer à des assemblées citoyennes dans des lieux éloignés des centres de politisation. Leur question était : « quelle est notre utilité sociale ? » Dans la culture de gauche dans ce qu'elle a de délégataire, la question étonne. En général, l'activité des assemblées citoyennes dans les villes consiste en réunions, éventuellement avec des intervenants ayant une expertise sur tel ou tel sujet, des distributions de tracts, etc. Mais que faire dans une région rurale, où la population est atomisée, où beaucoup sont isolés ? Comment être « utile » dans ce cas, à la fois dans des batailles comme celles pour le service public et en offrant des lieux de rencontre aux gens isolés. On est presque à la frontière entre la solidarité de terrain et la politique. Mais la politique ne répond pas à cela. J'ai eu la surprise de voir à ce débat des militants communistes dire cela, que je partage. Mais nous n'avons malheureusement pas les forces, dans notre parti, pour le mettre en pratique. En l'absence de lieux pour ce travail, que faire en dehors du fait d'apporter une propagande plus à gauche que celle des autres partis ? C'est en effet rester dans le même rapport d'extériorité par rapport à la population que les autres. Comme le lieu de socialisation que constituait l'entreprise est en partie battu en brèche, on n'a pas inventé de solution de rechange sur les territoires, permettant de le pallier.

La perspective d'un Front de gauche comme forme politique commune à perspective visible me paraît assez illusoire. Pour les Alternatifs, ce front est presque nécessairement quelque chose d'hybride, entre le cartel et la construction « décartellisée » par en bas. C'est l'hypothèse

sérieuse. Pour le coup, le mieux peut être l'ennemi du bien.

*Vous n'êtes donc pas trop déçus par l'évolution actuelle ?*

Si, bien sûr ! Mais on n'en est même plus au cartel, c'est devenu un mariage de raison. La campagne présidentielle, c'était simple, on avait un objectif clair, une plate-forme commune, certes élaborée au sommet mais ensuite assumée collectivement par tout le monde. Quand l'objectif est commun, l'unité se fait. Au fond, c'est comme dans une grève. Les problèmes commencent quand il faut décider où on met le curseur de la négociation, s'il faut passer un compromis ou poursuivre le mouvement.

*Comment les Alternatifs voient-ils les rapports entre Ensemble et les deux autres piliers ?*

Au sein d'Ensemble, nous sommes ceux qui poussent le plus à la création d'une organisation au sens plein du terme. Nous sommes pour une articulation étroite entre construction d'Ensemble et construction du Front de gauche. Cela renvoie à un principe de réalité consistant à dire : le Front de gauche doit être à la fois enraciné dans la société et construit dans le pluralisme. Pour cela, il a besoin d'une aile qui ne se réfère ni à la république, ni à la tradition post-communiste, qui est plus écolo, plus mouvementiste. Mais nous croyons aussi qu'il faut une construction organisationnelle – incluant l'idée d'un rassemblement plus large, à la base – dans une relation de confiance avec le PC et le PG. Nous poussons donc à l'affirmation d'Ensemble, à la production de matériels, à ce que ce troisième pilier ne soit

pas seulement un courant d'idées, mais quelque chose qui apparaisse dans les mobilisations. Parmi les points en débat, il y a des questions de société comme l'héritage post-colonial ou l'islamophobie, où des points de vue différents doivent pouvoir coexister. Les visions unidimensionnelles du travailleur ou du citoyen ne répondent pas à la complexité du monde actuel. Il y a aussi nos fondamentaux écologiques : la bataille contre l'austérité ne doit pas dispenser d'un retour critique sur le partage des richesses, sur quelles richesses on partage. La question de l'appropriation sociale comme élément constitutif d'une alternative est largement partagée dans Ensemble et mûrit aussi dans les autres composantes. ■